

# **Sapeurs-pompiers 2015**

**Ebauche du 17 novembre 2008  
(Procédure de consultation)**

<b>Table des matières</b>	<b>Page</b>
Structure du document définitif (y compris composition du groupe de travail)	3
Objectifs	4
Principe 1: La tâche centrale des sapeurs-pompiers	5
Principe 2: L'organisation	8
Principe 3: Le système de milice	12
Principe 4: L'obligation de servir dans les sapeurs-pompiers	13
Principe 5: Le service des sapeurs-pompiers	15
Principe 6: L'instruction et l'instruction complémentaire	17
Principe 7: L'appel d'urgence et l'alarme	20
Principe 8: Les temps de référence pour les interventions	22
Principe 9: L'assurance-qualité	28
Principe 10: Le développement des sapeurs-pompiers	30

## **Structure du document définitif (adoption durant l'année 2009)**

- Management Summary
- Préface
- Introduction avec rétrospective concernant les Sapeurs-pompiers 2000+
- **Objectifs et principes avec explications  
(pour la procédure de consultation)**
- Glossaire

### **Groupe de travail «Sapeurs-Pompiers 2015»**

Bernhard Fröhlich, directeur de l'établissement cantonal d'assurance des bâtiments de Bâle Campagne, président de la CI CSSP (chef du projet/président)

Franz Ammann, inspecteur sapeur-pompier du canton de Saint-Gall

Francesco Guerini, chef de la formation SP du canton du Tessin

David Gysler, inspecteur sapeur-pompier du canton de Genève

Paul Haus, inspecteur sapeur-pompier du canton de Soleure

Arthur Meier, inspecteur sapeur-pompier du canton de Zoug

Beat Müller, secrétaire général CSSP (depuis le 1er août 2007)

Hansueli Roth, inspecteur sapeur-pompier du canton des Grisons

Peter W. Schneider, secrétaire général CSSP (jusqu'au 31 juillet 2007)

Guy Wicki, inspecteur sapeur-pompier du canton de Fribourg

Christian Brauner, conseiller externe

## Objectifs

<sup>1</sup> Les membres de la Coordination suisse des sapeurs-pompiers CSSP définissent les buts, tâches et standards d'intérêts communs dans le concept Sapeurs-pompiers 2015.

<sup>2</sup> Les membres de la CSSP organisent leurs sapeurs-pompiers sous leur propre souveraineté et en appliquant les principes suivants.

<sup>3</sup> Ils assurent, à l'avenir également, l'efficacité des sapeurs-pompiers qui constituent une formation de première intervention pour les secours visant à la protection de la population.

## Explications

Paragraphe 1:

**Coordination suisse des sapeurs-pompiers CSSP.** Tous les cantons et la Principauté du Liechtenstein sont membres de la Coordination suisse des sapeurs-pompiers CSSP. L'art. 2 des statuts de la CSSP définit les objectifs de la manière suivante:

- a. coordination et examen de questions d'ordre politique, organisationnel, technique et financier présentant un intérêt commun pour le service du feu en tant que tâche publique des cantons et de la Principauté du Liechtenstein;*
- b. promotion de la collaboration des cantons et de la Principauté du Liechtenstein entre eux et avec la Confédération dans le domaine du service des sapeurs-pompiers;*
- c. information des cantons et de la Principauté du Liechtenstein sur les questions d'intérêt général relatives au service des sapeurs-pompiers;*
- d. attribution de mandats et de tâches à des tiers, en précisant les conditions et le financement.*

Paragraphe 2:

**Respect des principes.** La compétence des membres de la Coordination suisse des sapeurs-pompiers, en particulier la souveraineté des instances cantonales des sapeurs-pompiers, reste inchangée.

Avec le concept 2015, la volonté commune consistant à organiser les sapeurs-pompiers en respectant les principes formulés dans ce concept se manifeste. Les instances s'engagent à appliquer les principes. La prise en considération des particularités locales ou régionales ne s'oppose pas à cet objectif.

Paragraphe 3:

**Efficacité des sapeurs-pompiers.** Cette déclaration souligne que le niveau actuel des performances des sapeurs-pompiers suisses peut être considéré comme globalement bon.

**Formation de première intervention.** Par la dénomination *formation de première intervention*, la CSSP stipule que seuls les sapeurs-pompiers devraient être engagés pour la tâche centrale formulée sous le principe 1 ci-après. Ceci n'exclut pas que la majorité des interventions soit maîtrisée avec succès en étroite collaboration entre les sapeurs-pompiers, la police et le service sanitaire.

**Principe 1: La tâche centrale des sapeurs-pompiers**

<sup>1</sup> La tâche centrale des sapeurs-pompiers consiste à assumer les interventions lors de feux, d'événements naturels, d'explosions, d'effondrements, d'accidents ou d'événements ABC afin de protéger les êtres humains, les animaux, l'environnement et les biens matériels.

<sup>2</sup> En coopération avec la police et le service sanitaire, la tâche d'assurer la première intervention, immédiate et limitée dans le temps, incombe aux sapeurs-pompiers.

**Explications**

Paragraphe 1:

**Tâche centrale.** La notion *tâche centrale* doit être comprise au sens que

- cette tâche doit être assumée par chaque corps de sapeurs-pompiers,
- les sapeurs-pompiers peuvent se voir confier des tâches supplémentaires.

**Intervention.** La notion *intervention* sous-entend la défense contre les dangers critiques en soulignant ainsi le caractère de formation de première intervention des sapeurs-pompiers. L'intervention comprend, concrètement et entre autres, les sauvetages lors d'incendies, la libération de victimes prisonnières lors d'accidents, la lutte et la sécurité contre le feu, les mesures de protection et de sauvetage en cas d'avaries ou d'incidents. Les sapeurs-pompiers ne s'occupent pas en premier lieu de la prévention dans le sens de la protection contre les événements, la protection-incendie par exemple, ni des travaux de remise en état, après des catastrophes pour citer un autre cas. Ceci n'exclut pas que les sapeurs-pompiers soutiennent, avec les moyens à leur disposition, les institutions responsables de la prévention.

**Définitions des événements.** L'énumération *d'incendies, d'événements naturels, d'explosions, d'effondrements, d'accidents ou d'événements ABC* constitue une délimitation par rapport aux tâches policières et sanitaires telles que la maîtrise d'une prise d'otages ou l'évacuation d'une personne atteinte d'une maladie subite par exemples. Les *effondrements*, lors de la surcharge d'une construction par exemple, figurent dans une catégorie d'événements autonomes étant donné qu'ils peuvent survenir indépendamment d'incendies, d'explosions, d'accidents ou d'événements ABC et naturels qui nécessitent toutefois l'engagement typique des sapeurs-pompiers.

**Objectif global de la protection.** La définition la plus large de *protéger* a été retenue car la tâche centrale des sapeurs-pompiers ne se limite par expérience pas à protéger les *êtres humains, les animaux, l'environnement et les biens matériels*. Lors d'une intervention feu par exemple, les sapeurs-pompiers ne se contentent pas de sauver le bâtiment touché mais de protéger également les bâtiments voisins d'une extension du feu. Ceci ne contredit pas le fait que les sauvetages d'êtres humains et d'animaux constituent la priorité en fonction de la tactique d'intervention.

**Autres tâches des sapeurs-pompiers.** Les cantons et communes peuvent attribuer aux sapeurs-pompiers des tâches dépassant leur tâche centrale. Dans ce cas, il faut toutefois respecter les *principes* suivants:

- afin de ne pas brouiller le profil défini pour la tâche centrale, d'autres tâches sont à attribuer aux sapeurs-pompiers seulement avec la plus grande réserve.
- les sapeurs-pompiers doivent uniquement être engagés (intervention) lors de la défense contre des dangers critiques.

- afin de ne pas abuser de la grande disponibilité des sapeurs-pompiers, ils ne doivent pas être appelés à remplir des tâches générales de la commune telles que des travaux réguliers d'entretien ou le service hivernal des routes.
- afin d'assurer, entre autres, leur constante préparation à l'intervention en tant que formation de première intervention, les sapeurs-pompiers ne doivent pas être engagés pour des travaux de remise en état après des catastrophes.

**Contribution aux frais.** La commune, ou les instances cantonales, déterminent si et dans quelle mesure les interventions des sapeurs-pompiers peuvent être facturées au responsable, respectivement à la personne ou à l'institution ayant demandé de l'aide. Il s'agit alors tenir compte de deux principes:

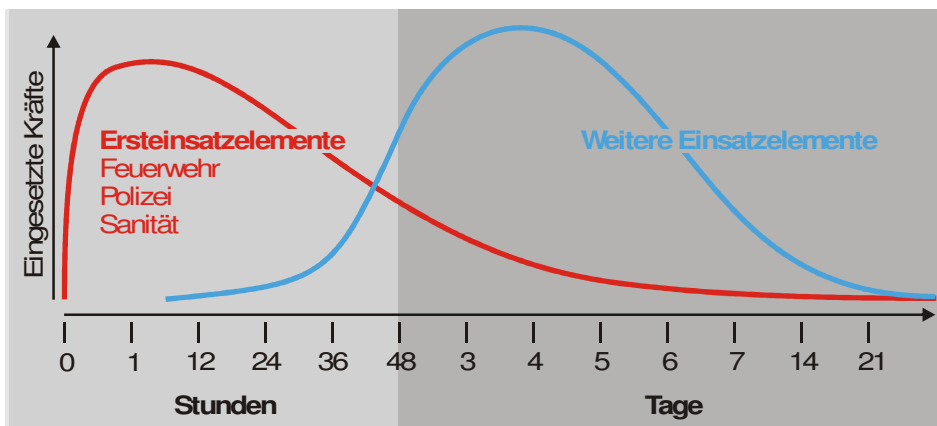
- comme avant, les interventions feu ne doivent pas être facturées afin d'éviter des appels urgents retardés ou même inexistants suite à des réflexions relatives aux frais engendrés.
- afin d'éviter des malentendus et la mise à contribution irréfléchie des prestations de service des sapeurs-pompiers, les cantons doivent veiller à une répartition transparente des frais relatifs aux autres prestations de service des sapeurs-pompiers, tout en diffusant largement cette répartition des frais.

Paragraphe 2:

**Démarcation par rapport aux autres organisations.** Leur tâche centrale définit les sapeurs-pompiers. Celle-ci détermine, d'une part et dans le sens du présent document, que les sapeurs-pompiers constituent la seule organisation apte à remplir régulièrement cette tâche. La tâche centrale signifie d'autre part que cette dernière, accomplie en coopération avec la police et le service sanitaire, incombe *exclusivement* aux sapeurs-pompiers et non à d'autres organisations. Les doutes quant à savoir quelle organisation intervient sont ainsi levés. Des incertitudes concernant les compétences peuvent conduire à des retards lourds de conséquences dans le cadre du déroulement de l'intervention au niveau de la lutte contre le feu, voire à un incendie de surface dans une zone urbaine.

Cette revendication d'exclusivité se limite uniquement à la première intervention. Les sapeurs-pompiers constituent en effet la seule organisation partenaire du système de protection de la population apte à mobiliser rapidement un grand nombre de forces d'intervention et à les faire intervenir immédiatement. La première intervention est limitée dans le temps, soit de quelques minutes à peu de jours. Bien que d'autres organisations puissent évidemment être mises sur pied selon la situation, les sapeurs-pompiers, en coopération avec la police et le service sanitaire, seront toujours engagés en tant que première organisation. Le graphique suivant démontre schématiquement la structure rapide des forces d'intervention des sapeurs-pompiers ainsi que leur relève graduelle par d'autres forces du système de protection de la population, particulièrement la protection civile, par exemple en cas d'événements consécutifs à des intempéries.

Formulé de manière succincte: les trois organisations sapeurs-pompiers, police et service sanitaire couvrent ensemble le caractère global de la première intervention.



En conséquence, les sapeurs-pompiers sont à organiser, équiper et instruire de manière à leur permettre de remplir cette tâche centrale et d'intervenir réellement sans tarder lors de chaque cas d'événement concret.

Le principe 1 ne contredit pas l'organisation de certaines villes disposant d'un service d'extinction assuré par la police, pour autant qu'il réponde à ces principes, qu'il bénéficie de la même instruction et soit subordonné à la surveillance des instances cantonales des sapeurs-pompiers.

## Principe 2: L'organisation

<sup>1</sup> Les cantons sont compétents pour la réglementation de l'organisation des sapeurs-pompiers.

<sup>2</sup> Les sapeurs-pompiers constituent une organisation indépendante avec ses propres tâches et domaines de compétences.

<sup>3</sup> Les sapeurs-pompiers constituent une des organisations partenaires du système de protection de la population.

<sup>4</sup> La Coordination suisse des sapeurs-pompiers CSSP élabore les bases relatives à la collaboration entre les cantons dans tous les domaines d'importance fondamentale sur le plan national concernant les sapeurs-pompiers.

<sup>5</sup> La CSSP représente les intérêts des instances cantonales responsables des sapeurs-pompiers envers les services fédéraux.

<sup>6</sup> La CSSP soigne les contacts dans les domaines du service du feu avec les instances, associations et organisations de sapeurs-pompiers suisses et étrangères.

## Explications

Paragraphe 1:

**Compétences cantonales.** La Suisse est constituée en état fédéral depuis 1848 et sa structure d'état fédéraliste s'articule sur trois niveaux politiques constitués par les communes, les cantons et la Confédération.

Dans l'état fédéral, toutes les tâches incombent en principe aux cantons. La Confédération est uniquement compétente dans les domaines pour lesquels elle est habilitée par la Constitution fédérale. Les cantons peuvent déléguer les tâches leur incombant aux communes.

La Constitution fédérale n'attribuant aucune compétence au niveau fédéral dans le domaine du service du feu, la responsabilité de ce domaine politique incombe donc aux cantons. Tout en continuant d'assumer la responsabilité de leurs services du feu, les cantons, par leur constitution ou lois cantonales, peuvent déléguer aux communes des tâches complètes ou partielles relative au domaine du service du feu.

Paragraphe 2:

**Compétence centrale.** La défense technique contre les dangers constitue la compétence centrale des sapeurs-pompiers, même si elle agit principalement sur des processus de dégâts naturels ou techniques. Ceci à la différence de la police qui agit principalement sur le comportement humain ou par rapport au service sanitaire qui fournit avant tout une aide médicale aux êtres humains.

La responsabilité d'organiser les services du feu en fonction de leurs tâches, de choisir et d'acquérir les moyens nécessaires à l'accomplissement de leur mission et d'instruire les sapeurs-pompiers afin qu'ils soient en mesure d'accomplir leurs tâches en respectant constamment leur propre sécurité découle clairement de cette compétence centrale.

**Indépendance des sapeurs-pompiers.** Les unités de sapeurs-pompiers sont exclusivement instruites et conduites par des membres des sapeurs-pompiers au bénéfice d'une instruction correspondante. Le chef d'intervention des sapeurs-pompiers assume la coordina-



tion avec les autres services d'intervention, en particulier la police et le service sanitaire. Ceci s'applique également pour la coordination lorsque la responsabilité de l'intervention incombe à un autre organe ou organisation partenaire (état-major de conduite ou police par exemple).

Les sapeurs-pompiers disposent de forces de conduite spécialement instruites et capables d'assumer la conduite générale de l'intervention dans des situations complexes et impliquant plusieurs organisations ou de représenter les sapeurs-pompiers de manière compétente.

Paragraphe 3:

**Les sapeurs-pompiers comme élément du système de protection de la population.**

Les sapeurs-pompiers constituent un des cinq piliers actuels du système de protection de la population représentés par la police, les sapeurs-pompiers, la santé publique, les services techniques et la protection civile (voir l'art. 3 de la loi fédérale sur la protection de la population et la protection civile du 4 juillet 2002).

Paragraphe 4:

**Compétences de la CSSP.** La CSSP élabore les bases de la collaboration entre les cantons dans les domaines des sapeurs-pompiers afin de permettre la réalisation de cette collaboration (fédéralisme horizontal). Ceci toutefois uniquement en cas de questions et d'affaires d'importance fondamentale au niveau national. La CSSP n'intervient pas dans les domaines de souveraineté des cantons. Avec la création de la CSSP, les cantons ont toutefois opté pour une collaboration fédéraliste qui les engage. Les cantons ont ainsi l'obligation de mettre en œuvre les décisions prises sur le plan national.

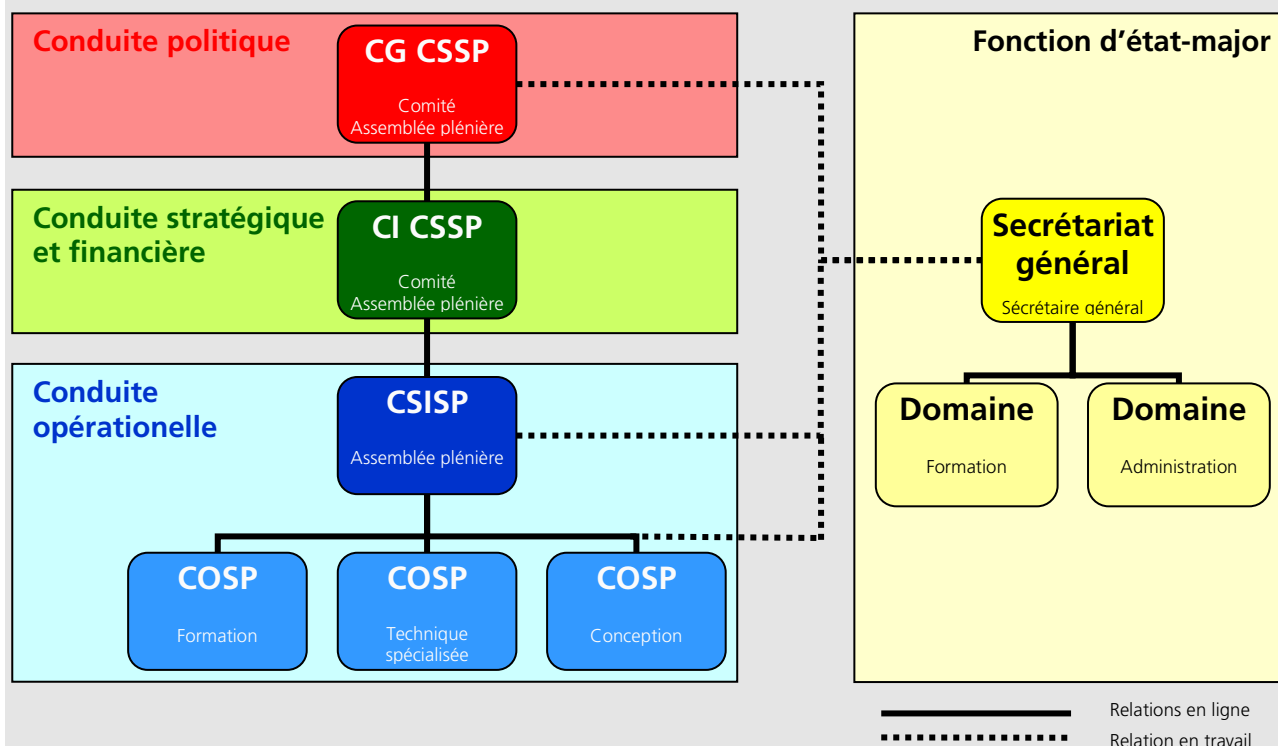
La CSSP n'est toutefois pas compétente pour des questions relevant de la coopération entre des cantons pris séparément et ne présentant ainsi pas une importance fondamentale sur le plan national.

**Domaines d'importance nationale.** Les *domaines d'importance nationale* au sens du principe 2 sont déterminés par les organes de la CSSP, pour autant qu'ils ne soient pas déjà définis dans les statuts ou concepts.

En fonction de leurs attributions de compétences, les organes de la CSSP déterminent la direction à suivre. La Conférence suisse des inspecteurs sapeurs-pompiers (CSISP) assume la conduite opérationnelle, la conduite stratégique incombant à la Conférence des instances (CI CSSP).

Le règlement tactique, la formation des instructeurs, la mise en œuvre du concept d'instruction, les temps indicatifs définis dans la présente conception, la réglementation des liaisons radio ou les bases de la conduite en cas d'événements majeurs constituent des exemples de domaines d'importance nationale.

## Organigramme de la CSSP



### CG CSSP

Les directeurs des départements cantonaux et de la Principauté du Liechtenstein responsables des sapeurs-pompier sont membres de la Conférence gouvernementale de la Coordination suisse des sapeurs-pompier CSSP. Ils constituent le niveau politique de la CSSP.

### CI CSSP

Les directeurs des établissements cantonaux d'assurance des bâtiments ainsi que les personnes désignées par les gouvernements des autres cantons et de la Principauté du Liechtenstein, en règle générale les chefs des offices cantonaux responsables des sapeurs-pompier, sont membres de la Conférence des instances CI CSSP. Ils constituent le niveau stratégique et financier de la CSSP.

### CSISP

Les responsables des inspectorats cantonaux des sapeurs-pompier et de la Principauté du Liechtenstein sont membres de la Conférence suisse des inspecteurs sapeurs-pompier CSISP. Ils constituent le niveau opérationnel de la CSSP.

### COSP formation

La commission spécialisée formation constitue l'organe de référence pour les questions d'instruction. Elle se compose d'inspecteurs sapeurs-pompier.

### COSP technique spécialisée

La commission spécialisée technique spécialisée constitue l'organe de référence pour toutes les questions techniques d'intérêt national. Elle se compose d'inspecteurs sapeurs-pompier.

### COSP conception

La commission spécialisée conception constitue l'organe de soutien du secrétariat général dans les domaines de la conception. Elle se compose d'inspecteurs sapeurs-pompier.

**Secrétariat général CSSP**

Le secrétariat général s'occupe des trois niveaux de la CSSP en assurant la communication et la coordination entre eux. Il est l'interlocuteur pour l'ensemble des questions d'importance nationale concernant les sapeurs-pompiers tout en étant responsable de la communication. Il constitue le premier interlocuteur pour toutes les questions de nature souveraine d'intérêt national.

**Domaine de l'instruction**

Le domaine de l'instruction est compétent pour la coordination de toutes les questions relatives à l'instruction qui se posent au niveau national.

**Domaine de l'administration**

Le domaine de l'administration soutient tous les niveaux de la CSSP du point de vue administratif. L'administration de toutes les offres de cours de la CSSP lui incombe en particulier.

Paragraphe 5:

**Représentation des intérêts.** La représentation des intérêts auprès des instances fédérales incombe à la CSSP (fédéralisme vertical). Les contacts avec les instances fédérales sont variés et concernent avant tout le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS), l'Office fédéral de la protection de la population (OFPP), l'Office fédéral de la communication (OFCOM), l'Office fédéral des routes (OFROU), l'Office fédéral des transports (OFT), l'Office fédéral de la santé publique (OFSP), etc.

Paragraphe 6:

**Contacts importants.** La CSSP entretient des contacts réguliers avec les instances, associations et organisations lors de questions en rapport avec le service du feu. Les contacts avec la Fédération suisse des sapeurs-pompiers (FSSP) et l'Association suisse des sapeurs-pompiers professionnels (ASSPP) figurent au premier plan.

### Principe 3: Le système de milice

<sup>1</sup> Les sapeurs-pompiers suisses sont régis par le système de milice.

<sup>2</sup> Le système de milice doit être maintenu.

<sup>3</sup> Le système de milice peut être complété par des éléments et organisations professionnels.

#### Explications

Paragraphe 1:

**Importance des sapeurs-pompiers de milice.** Les sapeurs-pompiers de milice représentent la base des sapeurs-pompiers suisses, 98 pour cent de tous les sapeurs-pompiers actifs appartenant au système de milice. Plus de 80 pour cent des corps de sapeurs-pompiers constituent des services du feu communaux de milice.

Paragraphe 2:

**Maintien du système de milice.** La CSSP se prononce formellement pour le maintien du système de milice. La force particulière du système de milice permet de disposer d'un nombre élevé de sapeurs-pompiers instruits, expérimentés au niveau des interventions et prêts à intervenir immédiatement avec des connaissances professionnelles variées, tout en disposant de connaissances prononcées de la localité. Il est ainsi possible de réagir sans tarder à un événement dommageable de grande surface tel qu'un événement naturel important par exemple.

Les frais comparatifs avantageux, qui ont été démontrés par des études indépendantes, parlent également en faveur du système de milice.

Paragraphe 3:

**Complément au système de milice.** Selon le principe de subsidiarité, les sapeurs-pompiers de milice doivent uniquement être complétés par des éléments professionnels (personnes individuelles) ou des organisations (sapeurs-pompiers professionnels) lorsque le système de milice est dépassé par la mise à contribution temporelle trop élevée de ses membres.

Les forces professionnelles ne peuvent pas remplacer complètement le système de milice. Afin de maîtriser d'importants événements dommageables ou des événements survenant simultanément, les corps de sapeurs-pompiers professionnels doivent en règle générale également disposer de forces de milice.

**Éléments et organisations professionnels.** L'attribut *professionnel* ne doit pas être considéré comme une caractéristique de qualification, mais bien comme un terme générique regroupant des activités professionnelles à plein temps, qu'ils s'agissent de fonctions particulières dans le système de milice telles que commandants, fourriers, préposés au matériel, instructeurs, etc. ou comme profession dans un corps de sapeurs-pompiers professionnels.

**Principe 4: L'obligation de servir dans les sapeurs-pompiers**

Le genre d'obligation de servir dans les sapeurs-pompiers est réglé au plan cantonal.

**Explications**

**Définition des obligations de servir.** Les cantons, respectivement les communes, sont compétents pour la détermination de l'obligation de servir. Lorsqu'une obligation de servir dans les sapeurs-pompiers existe, elle sera alors accomplie par un engagement personnel ou par le paiement d'une taxe d'exemption correspondante. Aucune prétention ne peut toutefois être formulée quant à un accomplissement personnel du service.

**Obligation générale de servir.** L'intégration de l'obligation de servir dans les sapeurs-pompiers dans une *obligation générale de servir* n'est pas convoitée, de même que l'intégration dans le système du droit fédéral concernant le régime des allocations pour perte de gain.

L'obligation de servir dans l'armée comme aussi dans la protection civile, allant ainsi de pair avec le service civil, a fait l'objet de modifications essentielles durant les quinze dernières années. L'affectation actuelle des conscrits lors du recrutement n'est plus seulement décidée en fonction de la forme de prestation de service, mais toujours plus en tenant compte de l'instruction ultérieure.

Pendant ce temps, le profil des exigences pour le service du feu n'a pas subi beaucoup de modifications. L'obligation de servir ainsi que la durée du service, contrairement au service militaire obligatoire par exemple, n'ont connu que de faibles adaptations dans le sens d'une réduction de la durée. Les services du feu ont en effet toujours besoin de personnes motivées, performantes et expérimentées au bénéfice de bonnes connaissances de la localité. Une période de service prolongée est toujours incontournable pour l'acquisition des expériences nécessaires dans l'instruction et pour les interventions. Une possibilité de choix, même restreinte, lors du recrutement dans le cadre d'une obligation générale de servir ne favorise pas les intérêts des services du feu qui doivent être orientés par rapport aux nécessités spécifiques de l'endroit. Les besoins en personnel ne peuvent être appréciés que par le service du feu concerné.

Il est également à relever que quelques cantons ont abandonné l'obligation de servir pour passer à un système basé sur un volontariat complet, alors que d'autres cantons étudient actuellement un changement de système.

**Régime des allocations pour perte de gain.** Conformément à la Loi fédérale sur les allocations pour perte de gain en cas de service et de maternité, les personnes qui font du service dans l'armée, dans le service de la Croix-Rouge, dans celui de la protection civile ainsi que les personnes qui effectuent un service civil et les participants aux cours pour moniteurs de Jeunesse et Sport ainsi que les participants aux cours pour moniteurs de jeunes tireurs ont droit à une allocation. Toutes ces prestations de service sont planifiables et se basent, à l'exception de cours en relation avec l'encouragement du sport pour la jeunesse, sur une obligation de service.

Les services accomplis dans le service du feu sont planifiables en fonction de l'instruction qui est principalement dispensée pendant les temps de loisirs des sapeurs-pompiers durant des exercices en soirée ou en fin de semaine. La formation de base et des cadres ainsi que la formation spécialisée sont à plein temps et pendent le temps de travail. Le régime de

droit fédéral des allocations pour perte de gain consiste toutefois à indemniser l'employeur pour des absences du lieu de travail et, selon le principe de la subsidiarité, la personne accomplissant le service.

L'indemnité du régime des allocations pour perte de gain est orientée sur des jours entiers de service alors que l'engagement dans le service du feu dure généralement que quelques heures. La durée différenciée des engagements, en comparaison avec les prétentions actuelles justifiées, conduirait à un investissement important de la part des services du feu et des caisses de compensation.

**Principe 5: Le service des sapeurs-pompiers**

<sup>1</sup> L'appartenance au service du feu doit être vécue comme un défi et un gain personnel par les membres des sapeurs-pompiers.

<sup>2</sup> Les membres des sapeurs-pompiers ne doivent subir aucun préjudice professionnel ou matériel causé par leur activité dans le service du feu.

<sup>3</sup> La Coordination suisse des sapeurs-pompiers CSSP assume la tâche consistant à améliorer les conditions cadres pour le service du feu, particulièrement

- en motivant les employeurs par des explications et des systèmes d'incitation visant à soutenir leurs collaborateurs dans leur activité en faveur du service du feu,
- en renforçant manifestement la perception publique par rapport à l'efficacité et à l'importance des sapeurs-pompiers.

**Explications**

Paragraphe 1:

**Défi; gain personnel.** Le *défi* sous-entend que les sapeurs-pompiers ne sont pas uniquement mis à contribution par les interventions, mais également et dans un sens positif, par l'instruction et le service d'exercice qui permettent de maîtriser les tâches imposées avec un sentiment de satisfaction.

Le *gain personnel* constitue, ici et en premier lieu, la profonde satisfaction de pouvoir aider efficacement d'autres personnes dans des situations d'urgence délicates grâce à une instruction qualifiée et avec des personnes partageant les mêmes vues. Le *gain personnel* doit aussi être vécu par les qualifications et capacités acquises lors de l'instruction ou d'interventions et qui sont susceptibles d'être utiles dans la vie professionnelle et privée. L'examen périodique d'aptitudes peut également s'avérer utile sur le plan privé (détection précoce de problèmes de santé par exemple).

Paragraphe 2:

**Evitement de préjudices.** Si les indemnités de service, matérielles ou financières, ne doivent pas constituer un motif prédominant pour le service, elles doivent toutefois éviter aux sapeurs-pompiers des préjudices matériels consécutifs à leur engagement dans le service de milice.

Le système de milice des services du feu est avantageux. Raison pour laquelle les intérêts financiers des cantons et communes doivent les inciter à augmenter l'attractivité du service du feu. L'impulsion la plus importante peut être donnée par les cantons et les communes en soutenant de manière exemplaire l'engagement de leurs propres collaborateurs dans les services du feu.

Il faudrait aussi se demander si des avantages ne pourraient être accordés aux membres des sapeurs-pompiers par des entrées gratuites aux piscines communales ou autres installations sportives pour citer deux exemples. Ceci contribuerait également au bon maintien de la forme physique des sapeurs-pompiers.

Il faut s'assurer que les sapeurs-pompiers soient suffisamment assurés contre les suites financières d'accidents et de maladies, ceci particulièrement à l'encontre des sapeurs-pompiers sans emploi (ménagères par exemple).

Paragraphe 3:

**Attractivité du service du feu.** Le grand nombre de sapeurs-pompiers actifs en Suisse prouve que le service du feu est attractif. Il est toutefois partiellement rendu plus difficile par l'évolution globale de la société. Que ce soit par des possibilités de loisirs toujours plus importantes et partiellement concurrentielles. Ou suite à une diminution du soutien des sapeurs-pompiers par les employeurs, la famille ou le cercle d'amis.

Afin d'assurer l'attractivité du service du feu, il faut préalablement maintenir et renforcer la haute estime manifestée à l'encontre de ce service ainsi que des membres des sapeurs-pompiers.

En démontrant, par exemple, que l'activité dans un service du feu de milice constitue aussi un important profit au plan civil.

Les employeurs peuvent également en profiter étant donné que leurs employés actifs au niveau du service du feu disposent généralement de compétences sociales élevées et d'un esprit d'équipe prononcé, font preuve d'un engagement supérieur à la moyenne, apprennent très jeunes à assumer des responsabilités de conduite et contribuent considérablement à la sécurité de l'entreprise en fonction de leur instruction dans le domaine du service du feu. La question de l'introduction d'indemnités versées à l'employeur doit être approfondie.

Le service offre aux sapeurs-pompiers la chance de bénéficier de qualités et de capacités aptes à favoriser une carrière comme, par exemples, le travail d'équipe, les notions de conduite, la capacité de décision ainsi que le know-how technique. A part cela, le service du feu offre la profonde satisfaction de pouvoir aider efficacement des êtres humains en détresse. Les sapeurs-pompiers vivent la camaraderie en éprouvant l'esprit de corps et, en dehors du service, une estime personnelle très élevée par rapport à leur engagement. L'activité dans le service du feu représente souvent une base de départ pour une carrière politique et ouvre de nouvelles chances professionnelles.

Ces expériences positives du service du feu peuvent être renforcées en ce sens que l'estime générale de la collectivité pour les sapeurs-pompiers est systématiquement encouragée, ce qui représente également une future tâche à assumer par la Coordination suisse des sapeurs-pompiers.

Le service dans les sapeurs-pompiers est aujourd'hui et, dans la plupart des cas, soldé et, est notamment indemnisé pour les cadres. L'exonération fiscale, au moins partielle, des rémunérations du service du feu doit être uniformisée.



**Principe 6: L'instruction et l'instruction complémentaire**

<sup>1</sup> L'instruction doit répondre aux exigences de l'intervention.

<sup>2</sup> La propre sécurité des sapeurs-pompiers doit constituer un élément intégral de l'instruction et de l'instruction complémentaire.

<sup>3</sup> La Coordination suisse des sapeurs-pompiers CSSP promulgue les objectifs d'instruction et d'instruction complémentaire pour l'ensemble du pays.

<sup>4</sup> L'instruction et l'instruction complémentaire des instructeurs sapeurs-pompiers incombent à la CSSP pour les cours organisés au niveau fédéral.

<sup>5</sup> Les offres d'instruction et d'instruction complémentaire peuvent, sur demande, être certifiées par la CSSP.

<sup>6</sup> Les certificats de fin de cours remis lors de cours ratifiés par la CSSP seront reconnus par tous les cantons et la Principauté du Liechtenstein

**Explications**

Paragraphe 1:

**Instruction adaptée aux interventions.** L'objectif supérieur de l'instruction consiste à ce que les sapeurs-pompiers puissent réagir rapidement et correctement à toutes les exigences de l'intervention. L'instruction doit donc couvrir l'ensemble du caractère possible des interventions. Lors d'une intervention, les sapeurs-pompiers doivent être en mesure de reconnaître tous les dangers, de les éviter et de les éliminer si la nature de l'événement le permet.

Lors de l'instruction complémentaire et du service d'exercice au lieu d'habitation, les sapeurs-pompiers doivent s'informer du caractère des interventions. Les activités fréquemment nécessaires et d'une signification importante pour le succès de l'intervention doivent être bien maîtrisées et seront en conséquence instruites intensivement.

Il faut renoncer aux contenus d'instruction qui ne présentent pas d'importance pour les interventions ou pour le genre de tâches incombant aux sapeurs-pompiers.

Les manières de procéder apprises durant l'instruction et exercées sur place doivent correspondre à la pratique des interventions. Des remarques telles que „Nous procédons différemment en intervention!“ ne doivent pas être entendues.

L'instruction doit être dispensée dans des conditions aussi réalistes que possible, que ce soit dans des centres d'instruction, des installations d'exercice ainsi que sur des objets concrets ou lors d'utilisation de fumigènes.

Paragraphe 2:

**Propre sécurité.** Même si cela n'est pas expressément précisé dans certains cas, chaque mission s'effectue en respectant les règles de sa propre sécurité. La sécurité des forces d'intervention doit donc toujours être thématisée durant l'instruction et les exercices. Il faut toujours insister sur les dangers en démontrant comment les sapeurs-pompiers peuvent s'en protéger dans une large mesure.

Les mesures de protection habituelles doivent toujours être appliquées de manière consé-  
quente durant l'instruction. Il est par exemple inadmissible d'instruire une attaque intérieure  
à des sapeurs-pompiers qui ne sont pas équipés d'appareils de protection respiratoire.

Paragraphe 3:

**Documents de la CSSP.** La CSSP édicte un concept d'instruction et les règlements pour:

- la formation de base,
- la tactique,
- les domaines techniques éventuels.

Les objectifs et les exigences minimales sont définis par le concept d'instruction et les rè-  
glements qui en découlent. La mise en pratique des règlements, soit la didactique et la mé-  
thodologie, l'organisation des cours, l'accent à mettre sur les points importants et l'intensité  
de l'instruction incombe aux cantons.

Les moyens didactiques seront élaborés par les formateurs. La CSSP proposera une plate-  
forme internet sur laquelle les moyens didactiques, tels que présentations Powerpoint et  
vidéos, pourront être échangés.

Paragraphe 4:

**Formation des instructeurs.** La CSSP est en principe compétente pour l'instruction et  
l'instruction complémentaire des instructeurs. Hormis les cours fédéraux, l'organisation de  
cours d'instruction et de perfectionnement destinés aux corps cantonaux des instructeurs  
incombe toutefois aux cantons.

Paragraphe 5:

**Certification.** Chaque fournisseur du domaine de l'instruction et de l'instruction complé-  
mentaire des sapeurs-pompiers *peut* faire certifier ses offres par la CSSP sur la base des  
critères qu'il aura élaborés. La CSSP assume ainsi une responsabilité supplémentaire et les  
fournisseurs profitent de ce sceau de qualité.

Les conditions pour la certification sont, entre autres, constituées par:

- La propre sécurité des sapeurs-pompiers représentant une partie intégrale de tous les  
contenus d'instruction.
- Un service d'exercice sûr pour les personnes à instruire comme pour les instructeurs  
ainsi que pour l'environnement et le voisinage.
- Des contenus d'instruction harmonisés avec les règlements de la CSSP.
- Des contenus d'instruction correspondant à la pratique.
- Du personnel formateur suffisamment qualifié.
- L'utilisation d'installations appropriées convenant à une bonne instruction pratique aussi  
bien que théorique.
- Un déroulement de cours efficace et organisé de manière à pouvoir atteindre les buts  
d'instruction avec un investissement temporel restreint pour les participants.
- L'organisation d'un contrôle de l'enseignement.
- L'application de mesures visant à assurer durablement la qualité du cours.
- L'intégration immédiate des enseignements relatifs à la sécurité aux contenus de  
l'instruction.
- L'utilisation de moyens d'intervention utilisés durant le cours provenant exclusivement de  
fournisseurs habituels et agréés des corps de sapeurs-pompiers.

L'attribution d'un certificat par la CSSP nécessite généralement une appréciation préalable du cours correspondant effectuée sur place.

Paragraphe 6:

**Reconnaissance des certificats.** Les certificats remis lors de cours d'instruction et de formation complémentaire attribués sur mandat et certifiés par la CSSP, seront reconnus par tous les cantons et par la Principauté du Liechtenstein.

La reconnaissance des certificats remis lors de services d'instruction certifiés contribue à l'harmonisation, procure la sécurité aux fournisseurs et participants aux cours, respectivement aux corps de sapeurs-pompiers qui les ont désignés, tout en prenant en compte l'accroissement de la mobilité de la société en assurant ainsi que les sapeurs-pompiers poursuivront leur activité même après un changement de domicile et sans devoir répéter les domaines d'instruction déjà fréquentés.

**Principe 7: L'appel d'urgence et l'alarme**

<sup>1</sup> La réception des appels urgents 118 destinés aux sapeurs-pompiers doit être assurée par une centrale d'alarme exploitée professionnellement.

<sup>2</sup> Le déroulement entre la réception de l'appel d'urgence et le déclenchement de l'alarme des forces d'intervention ne doit pas dépasser le temps de référence de 180 secondes et sera effectué conformément aux directives des instances cantonales responsables des sapeurs-pompiers.

<sup>3</sup> Les temps de référence sont à respecter durant une année civile et dans 95 pour cent de tous les cas.

<sup>4</sup> Les importantes fonctions de sécurité du système d'alarme des sapeurs-pompiers doivent être redondantes.

**Explications**

Paragraphe 1:

**Centrale d'alarme exploitée professionnellement.**

- La centrale d'alarme est constamment et suffisamment occupée et peut immédiatement être renforcée en personnel en cas de nécessité.
- Le personnel engagé est spécialement instruit à cette tâche.

Le contenu et l'étendue de l'instruction du personnel ressortent du domaine des cantons.

**Numéro d'appels urgents:** le numéro d'appels urgents 118 doit être maintenu.

Paragraphe 2:

**Temps de référence.** La conception Sapeurs-pompiers 2000plus définissait un temps de référence de 90 secondes entre la réception de l'appel urgent et la transmission de l'alarme. Pour des raisons techniques, quelques secondes peuvent s'écouler jusqu'à la réception de l'alarme par toutes les forces d'intervention sur les paggers via le télégramme radio digital.

Raison pour laquelle la conception Sapeurs-pompiers 2015 définit une nouvelle valeur de référence de 180 secondes entre la réception de l'appel urgent et la transmission complète de l'alarme aux forces d'intervention mises sur pied.

Ceci ne constitue pas une prolongation des anciens temps de référence. Afin d'atteindre une alarme complète dans les 180 secondes après la réception de l'appel urgent, le message d'alarme et sa transmission doivent, comme au préalable, s'effectuer dans les quelques 90 secondes.

Les temps de référence correspondent aux directives de l'Interassociation de sauvetage pour le service sanitaire.

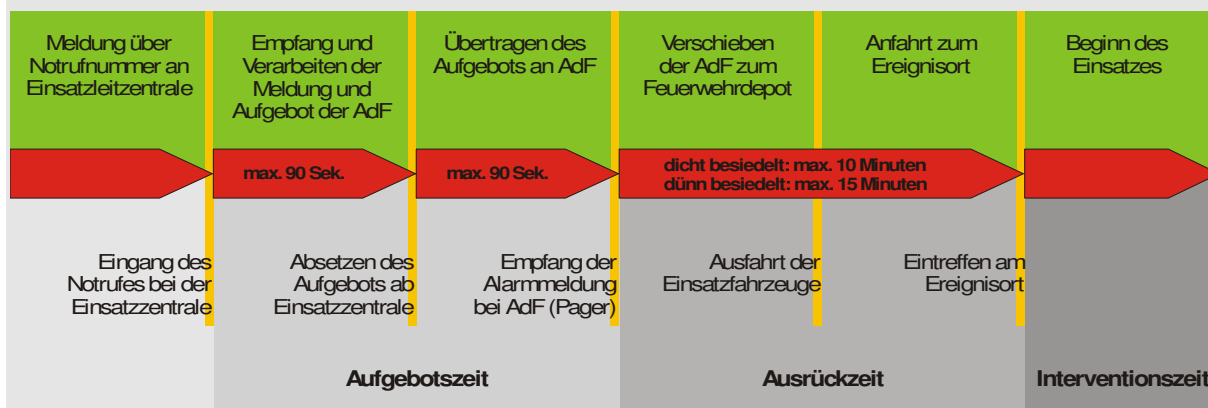
Paragraphe 3:

**Redondance.** Il n'est pas attendu que les systèmes à interrogation sélective et d'alarme soient complètement redondants, ce qui équivaldrait à construire et à entretenir des installations techniques doubles. Il est toutefois nécessaire que les fonctions centrales soient as-

surées par un niveau de retour fiable afin de permettre, par exemple, que les appels urgents puissent être déviés sur une autre centrale en cas de panne d'une installation.

Une alarme des sapeurs-pompiers doit être possible dans tous les cas, même s'il s'agit par exemple d'un système d'alarme de secours.

Les mesures techniques et organisationnelles visant à atteindre une redondance suffisante incombent aux instances cantonales.



**Principe 8: Les temps de référence pour les interventions**

<sup>1</sup> Les temps de référence sont à respecter pour les interventions de sauvetage et de lutte contre le feu comme décrits ci-dessous:

Suite à la réception de l'alarme par les forces d'intervention des sapeurs-pompiers mises sur pied, l'élément de première intervention des sapeurs-pompiers arrive sur le lieu d'intervention au plus tard dans les temps de référence suivants:

- jusqu'à 10 minutes dans les zones majoritairement à forte concentration,
- jusqu'à 15 minutes dans les zones majoritairement à faible concentration.

Les spécialistes techniques mis sur pied **en complément** de l'élément de première intervention arrivent sur le lieu d'intervention dans les temps de référence suivants après la requête du poste d'alarme:

- jusqu'à 20 minutes pour les sauvetages lors d'accidents de la route,
- jusqu'à 20 minutes pour les échelles automobiles / élévateurs à nacelle dans les zones à forte concentration,
- jusqu'à 45 minutes pour la lutte hydrocarbures et chimique,
- jusqu'à 120 minutes pour la lutte contre les matières radioactives.

<sup>2</sup> Les temps de référence sont à respecter durant une année civile et dans 80% de toutes les interventions au moins; les dérogations sont uniquement admises en cas de conditions d'intervention particulières (météo, conditions de circulation, interventions simultanées).

<sup>3</sup> L'équipement personnel et matériel de l'élément de première intervention résulte de la mission d'intervention et se compose en règle générale de huit SP au moins munis de l'équipement nécessaire.

<sup>4</sup> Des contrats de prestations correspondants, tenant compte des particularités suisses, seront convenus avec les exploitants pour les interventions particulières sur les tronçons ferroviaires et sur les autoroutes.

<sup>5</sup> Les directives cantonales sont déterminantes pour les zones éloignées.

<sup>6</sup> Des systèmes visant à une saisie systématique des temps de référence pour les interventions peuvent être utilisés pour autant qu'ils soient manifestement orientés en fonction des objectifs de ce principe.

**Explications****Paragraphe 1**

**Objectif des temps de référence.** Ce principe confirme, précise et complète partiellement les temps indicatifs formulés pour la première fois dans le concept Sapeurs-pompiers 2000plus.

Les temps de référence représentent une signification particulière pour les sapeurs-pompiers étant donné que le temps écoulé entre l'alarme et l'arrivée au lieu d'intervention constitue un paramètre de prestations important et objectivement mesurable.

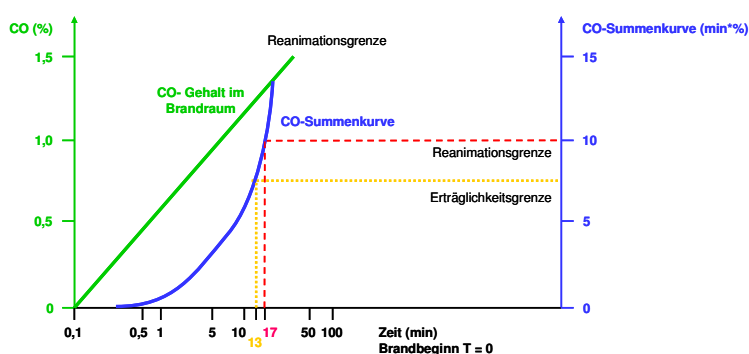
Les temps de référence servent aux responsables de mesure objective de la capacité de prestations d'un service du feu. Les sapeurs-pompiers d'abord qui peuvent s'orienter objectivement par rapport à un standard commun. Les responsables politiques d'autre part, char-

gés de constituer les conditions organisationnelles, infrastructurelles et financières permettant à leurs sapeurs-pompiers de remplir ces prestations.

L'interprétation exacte des temps de référence dépend de la souveraineté cantonale.

L'objectif essentiel de ce principe consiste à ce que les temps d'intervention soient désormais systématiquement recensés afin d'évaluer objectivement l'efficacité temporelle des mesures d'organisation et de les corriger à temps en fonction de l'évolution. Seule une évaluation de ce genre permet de comparer les prestations entre les différents services du feu, tout comme pour un service du feu qui souhaite par exemple vérifier les effets positifs et négatifs d'une procédure d'alarme déterminée.

**Définition des temps de référence.** L'étude Orbit<sup>1</sup> constitue la base scientifique pour la définition des temps de référence, respectivement des délais à respecter par les sapeurs-pompiers.



Texte relatif au graphique: l'étude Orbit traite d'un incendie durant lequel une personne se trouve dans la zone en feu en étant soumise dès le début aux gaz de combustion. La ligne verte montre l'augmentation de la concentration de monoxyde de carbone dans le local en feu. La courbe bleue indique l'augmentation de la concentration de monoxyde de carbone dans le sang de la personne concernée. La limite de tolérance est atteinte après 13 minutes, ce qui signifie que la personne est inconsciente. La limite de réanimation est atteinte après 17 minutes avec des chances minimales de sauver la personne.

L'étude modèle recherchait les effets mortels des gaz de combustion dégagés lors de l'incendie d'une chambre. La limite de tolérance est atteinte après 13 minutes pour une personne se trouvant dès le début de l'incendie dans le local en feu. Une chance de pouvoir réanimer cette personne subsiste encore jusqu'à 17 minutes après le début de l'incendie.

Dans un cas concret individuel, la limite de réanimation peut naturellement varier en fonction du genre et du déroulement de l'incendie ainsi que des conditions du local. Conclusion de l'étude: les limites temporelles pour le sauvetage de personnes exposées aux gaz de combustion sont très restreintes pour les sapeurs-pompiers.

Suite à l'étude Orbit, des temps de référence ont été instaurés pour les sapeurs-pompiers, d'abord en Allemagne durant la fin des années 1970. Il est par contre incontestable que les sapeurs-pompiers ne sont pas en mesure d'intervenir à temps dans tous les cas, lorsqu'ils sont pratiquement alarmés après le délai de réanimation par exemple. Les sapeurs-pompiers doivent par contre être en mesure de sauver une personne à temps s'ils sont alarmés dès le début de l'incendie.

<sup>1</sup> Optimale Rettung, Brandbekämpfung mit integrierter Technischer Hilfeleistung; Studie der Wirtschaftsberatungsgesellschaft WIBERA und der Ferdinand Porsche AG, 1978  
Ebauche du 17 novembre 2008 (Procédure de consultation)

Différents modèles de déroulement d'intervention typique ont depuis été développés sur la base de cette idée. La plupart des variantes différencient les phases suivantes: réception de l'appel urgent, alarme des forces d'intervention, entrée en service, déplacement au lieu d'intervention, reconnaissance et développement de l'intervention jusqu'à la réalisation des mesures.

Les temps à déterminer pour ces différentes phases dépendent entre autres de la forme d'organisation des services du feu. Les temps d'entrée en service des sapeurs-pompiers professionnels qui assurent un service de garde 24 heures sur 24 sont ainsi naturellement plus brefs par rapport à ceux de sapeurs-pompiers de milice qui doivent préalablement rejoindre leurs locaux. La durée depuis le déclenchement du processus jusqu'à la réception de l'alarme par les forces d'intervention dépend de la technique du système d'alarme. Les temps nécessaires à la conférence téléphonique et à la reconnaissance au lieu d'intervention sont influencés par l'expérience du personnel.

Les temps de référence mentionnés au principe 8 et relatifs à l'arrivée de l'élément de première intervention au lieu d'intervention ont été définis après d'intenses discussions durant ces dernières années et en tenant compte de plusieurs aspects individuels.

Les temps de référence ne doivent pas être considérés à tort comme des temps moyens. L'élément de première intervention des sapeurs-pompiers ne doit pas arriver en moyenne mais bien *au plus tard* dans les 10, respectivement 15 minutes au lieu d'intervention. Les éléments de première intervention doivent donc être répartis géographiquement afin de pouvoir atteindre chaque objectif dans les temps impartis et par conditions normales.

**Forte concentration, faible concentration.** Les définitions *majoritairement à forte concentration*, respectivement *majoritairement à faible concentration* sont à considérer comme des termes collectifs pour un grand nombre de facteurs inhérents aux interventions.

Caractéristiques d'une zone à forte concentration selon le principe 8:

- constructions fermées, maisons adossées par exemple, grands complexes immobiliers, quartiers de vieille ville avec ruelles étroites,
- possibilités d'accès limitées pour les sapeurs-pompiers, constructions de maisons disposées en carré par exemple,
- bâtiments principalement élevés, bâtiments de grandes surfaces, bâtiments avec importante concentration de personnes tels que bâtiments d'administration publique, magasins, salles de spectacle, etc.,
- circulation importante, surfaces d'intervention restreintes (par des places de parc dans les rues par exemple).

Caractéristique d'une zone à faible concentration selon le principe 8:

- constructions ouvertes avec des bâtiments principalement isolés pouvant être accessibles par plusieurs côtés, bâtiments à faible concentration de personnes,
- grandes surfaces d'intervention devant, respectivement autour du bâtiment, permettant un développement rapide de l'intervention.

La répartition en zones à forte concentration, respectivement en zones à faible concentration, ne doit pas être effectué en fonction de bâtiments pris séparément. Un petit village ne sera pas réparti dans une zone à forte concentration malgré la présence d'un grand hôtel. Une petite ville ne sera pas répartie dans une zone à faible concentration lorsque l'un de ses quartiers comporte principalement des maisons familiales.

Les zones éloignées, telles que fermes ou restaurants de pistes de skis, ne doivent pas être comprises comme *zones à faible concentration* dans le sens du principe 8. Ces cas néces-



sitent une étude individuelle des mesures de construction (échelles de fuite installées de manière fixe par exemple) de la part des instances cantonales dans le but de compenser les temps d'intervention prolongés des sapeurs-pompiers. La même remarque s'applique à des objets particuliers, tels que des établissements pour personnes malades par exemple, qui nécessitent une planification d'intervention s'ils sont situés dans une *zone à faible concentration*.

**Temps de référence pour les spécialistes techniques.** La conception Sapeurs-pompiers 2000plus définissait uniquement les temps de référence pour les interventions feu. La conception Sapeurs-pompiers 2015 les complète désormais avec des directives pour les sauvetages lors d'accidents routiers, l'engagement d'échelles automobiles ou d'élévateurs à nacelle, la lutte hydrocarbures et chimique ainsi que la lutte contre les matières radioactives.

Lors de la définition de ces temps de référence, il a été admis que les spécialistes techniques sont mis sur pied en complément d'un élément de première intervention. Ce qui correspond au déroulement d'intervention suivant:

- arrivée de l'élément de première intervention 10, respectivement 15 minutes après la réception de l'alarme par les forces d'intervention,
- arrivée des spécialistes techniques dans les temps indiqués après la demande auprès de la centrale d'alarme.

L'élément de première intervention, en règle générale les sapeurs-pompiers locaux, est toujours mis sur pied même s'il ressort de l'appel urgent que le soutien des spécialistes techniques sera nécessaire. L'assurance est ainsi donnée que les sapeurs-pompiers arriveront au lieu d'intervention dans les 10, respectivement 15 minutes après la réception de l'alarme et seront à même d'appliquer à temps les premières mesures (reconnaissance, sécurisation du lieu d'intervention, premières mesures de sauvetage de personnes).

Avec le concept de mise sur pied, le déroulement de l'intervention peut être organisé de manière à ce que certains spécialistes, ceux des échelles automobiles par exemple, reçoivent l'alarme en même temps que l'élément de première intervention, ceci grâce aux mots-clés définis pour l'intervention. En pratique, cela signifie que ces spécialistes seront à disposition de l'élément de première intervention avec un décalage temporel très bref.

**Cas particulier des sapeurs-pompiers d'entreprises.** Les instances cantonales appliqueront des réglementations spéciales pour les sapeurs-pompiers d'entreprises. Les temps d'intervention des sapeurs-pompiers d'aéroport sont indiqués par les règles pour la navigation civile aérienne internationale.

Paragraphe 2:

**Temps à respecter.** Deux objectifs sont poursuivis avec la nouvelle introduction des temps de référence à respecter dans la conception Sapeurs-pompiers 2015:

D'une part, des prétentions de droit sont exclues à l'encontre d'un corps de sapeurs-pompiers pour un cas particulier, par exemple dans le cas où l'élément de première intervention arrive plus tard sur le lieu d'intervention par rapport aux temps de référence.

D'autre part, les temps de référence tiennent compte de la réalité des interventions: en cas d'interventions simultanées aléatoires, de conditions météorologiques défavorables ou de fausse indication de lieu par la personne ayant appelé, la première intervention peut être

sensiblement retardée. De ce fait, il ne peut être garanti ou attendu que les temps de référence soient respectés dans chaque cas particulier.

Les temps à respecter précisent l'objectif à atteindre avec les temps de référence. Les sapeurs-pompiers sont à organiser de manière à *pouvoir* respecter les délais dans des conditions normales. Cela signifie que le nombre d'éléments de première intervention soit suffisant et réparti géographiquement de manière à *pouvoir* intervenir à *chaque endroit* situé dans une zone à forte concentration ou à faible concentration dans les 10 minutes, respectivement 15 minutes après la réception de l'alarme.

L'atteinte de l'objectif doit être prouvée. A cet effet, les temps s'écoulant entre la réception de l'alarme par les sapeurs-pompiers et l'arrivée sur les lieux de l'élément de première intervention doivent être mesurés et recensés statistiquement.

Si plusieurs interventions sont nécessaires en rapport avec un événement unique, intempéries par exemple, seule l'intervention initiale sera prise en compte dans cette statistique. Dans ce cas, le temps entre la réception de la première alarme et l'arrivée du premier élément d'intervention sur un lieu d'intervention est déterminant.

#### Paragraphe 3:

L'équipement de l'élément de première intervention est formulé plus ouvertement par rapport aux affirmations du concept Sapeurs-pompiers 2000plus. Il sera dans tous les cas orienté en fonction des exigences de l'intervention, découlant ainsi de la mission *concrète* d'intervention, respectivement des mots-clefs pour l'intervention.

Pour les interventions feu, l'élément de première intervention devrait être structuré de manière à assumer les tâches suivantes:

- reconnaissance et direction d'intervention
- engagement du véhicule d'extinction
- sauvetage d'une personne, également sous protection respiratoire
- mise en place d'une première attaque de lutte contre le feu.

Ceci correspond généralement à un élément de première intervention composé d'au moins huit SP. En cas d'intervention intérieure de l'élément de première intervention, cette composition en personnel exige que d'autres forces soient déjà alarmées afin de constituer une équipe de sécurité.

#### Paragraphe 4:

**Installations spéciales.** La CSSP s'est engagée pour l'élaboration de réglementations avec les exploitants d'infrastructures ferroviaires et autoroutières en prenant en compte les dispositions fédérales en vigueur. Les conventions de prestations nécessaires entre les exploitants et les différents cantons doivent être conclues en prenant en considération les résultats convenus. Cette manière de procéder doit également être appliquée pour d'autres interventions spéciales.

#### Paragraphe 5:

**Zones éloignées.** Les zones éloignées ne nécessitent aucune directive pour l'ensemble du pays. Dans ces cas, les instances cantonales entreprennent des démarches particulières telles que des mesures de protection incendie aux niveaux de la construction et de l'exploitation ainsi que l'élaboration de plans d'intervention par les sapeurs-pompiers.

Paragraphe 6:

**Saisie des temps de références pour les interventions.** Durant les années antérieures, quelques cantons ont introduit des systèmes spéciaux et particulièrement développés destinés à mesurer les temps d'intervention effectifs, respectivement à déterminer les temps de référence. L'utilisation de ces systèmes doit être poursuivie pour autant qu'elle vise des prestations identiques de la part des services du feu par rapport à celles mentionnées au principe 8.

Ceci s'applique uniquement si les temps indicatifs définis dans ces systèmes varient par rapport à ceux du principe 8 et à la condition préalable que les autres paramètres de prestations soient adaptés en conséquence. Exemple: si le système vise un degré d'obtention plus élevé (par rapport aux 80% du paragraphe 2) et également sur une couverture de zone à très faible concentration, les temps de référence peuvent effectivement être prolongés tout en correspondant aux indications du principe 8, ceci d'autant plus que des temps de valeur maximale seront définis.

Les cantons concernés doivent prouver la capacité des performances de leur système en mesurant les temps d'intervention et en élaborant une comparabilité des valeurs mesurables.

**Principe 9: L'assurance-qualité**

<sup>1</sup> Le standard élevé des prestations des sapeurs-pompiers doit être maintenu par une assurance-qualité consciente et continue, à tous les niveaux et dans tous les domaines.

<sup>2</sup> L'assurance-qualité comporte la propre appréciation et l'appréciation externe; les appréciations constituent une base du développement des sapeurs-pompiers.

<sup>3</sup> La CSSP met des instruments à disposition pour l'appréciation systématique et objective des caractéristiques de rendement des services du feu.

<sup>4</sup> Les instances cantonales des sapeurs-pompiers s'occupent de l'assurance-qualité des services du feu.

**Explications**

Paragraphe 1:

**Objectif de l'assurance-qualité.** Le standard actuel des prestations des sapeurs-pompiers est globalement élevé, même si un besoin d'optimisation existe dans quelques corps de sapeurs-pompiers. L'objectif consiste à maintenir ce niveau. Une assurance-qualité systématique est nécessaire à cet effet.

Jusqu'à maintenant, l'assurance-qualité consiste pour l'essentiel à des inspections régulières de la part des instances cantonales. L'assurance-qualité décrite au principe 9 dépasse ce stade. L'objectif le plus important vise à faire prendre conscience que la qualité résulte d'une conviction interne et qu'elle ne peut être imposée par des prescriptions. Le principe 9 est censé initier un processus dont le déroulement doit rendre les sapeurs-pompiers conscients de leurs qualités en leur apprenant à les assurer durablement.

**Qualité.** Le succès de l'intervention, de loin la plus importante prestation des sapeurs-pompiers, n'est pas mesurable en soi. Seules les conditions structurelles présentant des incidences quant au déroulement de l'intervention peuvent être appréciées objectivement. Dans ce sens, les critères de qualité quantifiables des services du feu se résument aux exemples suivants:

- fitness corporel des SP,
- satisfaction des SP,
- structure des âges et fluctuations des SP,
- contingent de porteurs d'appareil de protection respiratoire par rapport à l'effectif total d'un service du feu,
- année d'acquisition, état et capacité de rendement des vêtements de protection, locaux, véhicules, engins, etc.,
- respect des temps indicatifs lors de l'alarme et de l'entrée en service,
- occupation à temps de toutes les fonctions nécessaires (chef d'intervention, chef de groupe, machiniste, porteur d'appareil respiratoire, etc.) par les SP alarmés,
- accidents des SP en intervention et lors d'exercices.

Il ne s'agit toutefois pas ici d'évaluer expressément les prestations *individuelles* des sapeurs-pompiers, mais bien de reconnaître à temps les causes *structurelles* des restrictions de prestations. Un exemple: la statistique indiquant à quel moment la fonction de machiniste est occupée après une alarme, il est possible de déterminer à temps et pour quelles raisons la disponibilité des machinistes durant la journée s'avère insuffisante. La chance consiste alors à instruire à temps des machinistes supplémentaires.

Paragraphe 2:

**Assurance-qualité.** L'assurance-qualité mentionnée au principe 9 ne consiste explicitement pas à introduire un système de management de qualité analogue à ce qui se fait dans l'économie. L'idée vise à développer des critères d'appréciation permettant aux services du feu de se comparer entre eux et à permettre à chaque corps de sapeurs-pompiers une appréciation objective de son propre développement. Les inspections effectuées depuis des années constituent la base principale de l'appréciation externe.

L'observation systématique, l'appréciation et la documentation relative aux critères importants servent finalement à justifier rationnellement les besoins en personnel et en matériel afin de pouvoir les présenter de manière compréhensible aux responsables politiques.

Paragraphe 3:

**Instruments d'appréciation de l'assurance-qualité.** La CSSP estime de son devoir de créer les bases nécessaires à l'assurance-qualité. Ceci doit être atteint par deux voies.

Pour la première, la CSSP définit des paramètres de prestations quantifiables, tels que les temps de référence définis aux principes 7 et 8. La CSSP estime toutefois que sa fonction ne consiste pas à contrôler leur respect. Cette tâche incombe aux instances cantonales qui doivent également examiner si des dérogations par rapport à ces objectifs de prestations, dans une direction ou l'autre et en fonction des particularités locales, sont nécessaires, respectivement acceptables.

Quant à la seconde, la CSSP veut rendre possible des comparaisons entre les différents services du feu. Non pas dans le but de les évaluer, mais bien dans celui de détecter les potentiels d'apprentissage et d'optimisation. Un exemple: la formation de base des sapeurs-pompiers suisses varie entre un demi-jour et une semaine. Cette largeur de plage est tellement importante qu'il est impossible que ces deux solutions soient adaptées. La tâche de la CSSP consisterait à initier une discussion relative à une durée d'instruction adéquate devant conduire à un résultat objectivement justifié et généralement acceptable.

**Principe 10: Le développement des sapeurs-pompiers**

<sup>1</sup> Les objectifs centraux du développement des sapeurs-pompiers consistent à:

- concentrer les SP sur leur tâche centrale
- continuer d'augmenter la sécurité des forces d'intervention,
- assurer la préparation à l'intervention,
- adapter à temps la capacité de prestations aux nouvelles exigences,
- continuer d'optimiser la rentabilité économique et
- renforcer, à l'avenir également et par des prestations correspondantes, la valeur sociale élevée et la confiance envers les sapeurs-pompiers.

<sup>2</sup> Ceci nécessite une adaptation actualisée et adéquate de l'organisation, des moyens et de l'instruction aux transformations sociales, économiques et technologiques.

<sup>3</sup> La tâche de la CSSP consiste à reconnaître cette nécessité de développement et à coordonner la solution de questions fondamentales.

**Explications**

Les sapeurs-pompiers se sont toujours adaptés aux changements sociaux, économiques et technologiques. L'accélération de ces changements laisse toutefois toujours moins de temps d'adaptation aux sapeurs-pompiers. Pour cette raison, les sapeurs-pompiers doivent gagner du temps pour le développement de solutions en reconnaissant dès que possible les changements ainsi que leurs effets dans le cadre du service du feu.

Paragraphe 1:

**Concentration sur la tâche centrale.** Pour rester être en mesure, à l'avenir également, de recruter suffisamment de sapeurs-pompiers et afin de maintenir les investissements temporels relatifs à l'instruction et aux interventions dans des limites acceptables, une concentration sur la tâche centrale doit être visée. Les missions dépassant la tâche centrale doivent être restreintes.

**Sécurité des forces d'intervention.** La sécurité des forces d'intervention a été globalement améliorée ces dernières années. Elle peut et doit cependant encore être améliorée: les forces d'intervention ne doivent pas aller jusqu'à la limite, mais bien utiliser l'effet de protection des tenues de feu modernes comme marge de sécurité. Les possibilités de protection habituelles, comme la protection respiratoire, doivent être utilisées par tous les corps de sapeurs-pompiers. Les connaissances des nouveaux dangers doivent être de suite prises en compte dans l'instruction.

**Assurer la préparation à l'intervention.** La disponibilité fréquemment insuffisante des sapeurs-pompiers de milice durant la journée constituant un problème généralement reconnu, il s'agit d'élaborer des propositions d'amélioration généralement applicables.

**Adapter la capacité de prestations.** Les risques se modifient également avec les changements sociaux, économiques et technologiques. Si plusieurs dangers perdent en importance, de nouveaux s'ajoutent. Les sapeurs-pompiers doivent constamment suivre cette évolution et s'y adapter en conséquence.

**Optimisation de la rentabilité.** Il ne faut pas uniquement considérer les frais supportés par les communes et cantons sous la notion rentabilité et le terme optimisation ne signifie pas seulement économiser. Les services du feu sont appelés à considérer de manière critique l'emploi de leurs ressources globales comme, par exemple, le temps investi dans l'instruction. Il faut toujours se demander si les prestations acquises sont maintenues avec un investissement restreint ou si l'on peut obtenir, si nécessaire, un rendement supérieur avec le même investissement. L'optimisation peut ainsi conduire à des économies de frais comme aussi, par exemple, contribuer à augmenter la sécurité des forces d'intervention.

Exemples de potentiels d'optimisation:

- concentration sur les tâches principales,
- répartition régionale des tâches,
- fusions, par exemple sous forme de groupements de services du feu,
- création de centres d'instruction,
- instruction,
- équipements standardisés,
- acquisitions communes,
- indemnités adéquates,
- etc.

La „rentabilité“ englobe également l'effort visant à des interventions optimales au niveau des coûts en considération de la minimisation des dégâts aux êtres humains et animaux, aux bâtiments et biens immobiliers ainsi qu'à l'environnement (temps d'intervention, engagement des moyens, tactique d'intervention, réduction des dommages collatéraux et sub-séquents, etc.).

**Valeur sociale et confiance envers les sapeurs-pompier.** Les sapeurs-pompier bénéficient d'une valeur sociale extraordinairement élevée de la part d'un large public et d'une grande confiance quant à leur capacité pour la maîtrise d'événements. Ceci est lié au fait que les sapeurs-pompier peuvent être appelés lors de pratiquement tous les événements extraordinaires et qu'ils entreprennent tout afin de solutionner le problème de manière adéquate. A l'avenir, le maintien de cette impression positive peut uniquement être garanti par l'engagement de personnes encore et toujours enthousiasmées pour ce service en faveur de la communauté et que si les conditions cadres sont remplies sous tous les rapports.

Paragraphe 2:

**Vérification continue.** Contrairement au passé et aux vérifications effectuées dans un laps de temps plus ou moins long, il est recommandé de vérifier continuellement les sapeurs-pompier par rapport aux besoins d'adaptation. Comme mentionné dans les principes précédents, ceci nécessite une exploitation quantitative des caractéristiques de prestations. Le principe visant à maintenir ce qui a fait ses preuves et à introduire les nouveautés avec prudence est toujours valable.

Paragraphe 3:

**Rôle de la CSSP.** La tâche des sapeurs-pompier consiste à reconnaître les besoins futurs, les défis ainsi que les possibilités en les formulant et en développant des évaluations de solutions, car le potentiel de développement constitue l'affaire des sapeurs-pompier eux-mêmes. La tâche de la CSSP consiste à initier ce processus, à le maintenir en mouvement et à coordonner les solutions. La mise en pratique des solutions ressort de la responsabilité cantonale.